L'Echo de Manitoba

Jeudi, 15 Juin 1899.

Toutes communications concernant la rédaction devront être adressées à M. le Rédacteur de l'Echo de Manitoba. Boite 1309, Winnipeg, Man.

A NOS LECTEURS.

Avec ce numéro, "l'Echo de Manitoba" passe sous le contrôle d'une nouvelle administration, le navire change de pilote, et en montant à bord, on nous permettra de hisser notre pavillon.

Une explication nette et franche nous semble devoir être de nature à resserrer les liens de mutuelle estime et d'affection qui doivent exister non seulement entre tous les membres du parti libéral canadien-français dans la province de Manitoba, mais encore entre tous les membres de la grande famille canadienne-française et catholique en cette province.

En nous rendant acquéreur de "l'Echo de Manitoba," nous n'avons d'autre ambition que de travailler de toutes nos forces au triomphe d'une politique qui, suivant notre conviction absolue, est seule capable d'assurer le triomphe définitif des droits de la population canadienne-française et catholique de Manitoba.

Tout notre programme peut se résumer dans ces trois mots: notre race, notre langue, notre religion. Assurer le succès définitif de cette trinité dont les facteurs sont indissolublement liés ensemble, sera notre unique et constante préoccupation, comme elle doit être, nous en sommes persuadé, celle de tous nos compatriotes, à quelque parti qu'ils appartiennent.

Mais pour parvenir à notre but, il nous faut de toute nécessité user des moyens humains mis à notre portée; il faut nous armer de la seule arme capable de nous défendre, de nous protéger; il nous faut en un mot entrer résolument dans la politique. Nous ferons donc de la politique, non point dans un intérêt personnel, mais uniquement pour bâtir et édifier l'œuvre à laquelle nous nous sommes consacrés.

Nous n'aurons garde toutefois de mêler la politique à des questions auxquelles elle doit rester étrangère.

On a cru bon et habile de nous reprocher notre attitude lors d'une assemblée récente; l'on nous a critiqué pour n'avoir point parlé de la question des écoles en cette occasion. Bien loin de nous blesser, cette critique est pour nous un sujet de satisfaction, et nous entendons bien la mériter toujours.

Nous prétendons en effet ne pas mêler cette question aux acrimonies des luttes purement politiques.

Ce n'est point par des discours de réunions électorales, non plus que par des polémiques de journaux, que nous pouvons espérer d'en faciliter la solution; tout au contraire.

Nous savons trop quel tort irréparable nous a causé dans le passé la funeste conduite de tous ceux qui n'ont eu dans cette question qu'un moyen de servir leurs ambitions personnelles, et nous nous refusons à les suivre dans cette voie.

Nous laisserons donc aux politiciens aux abois le triste honneur de se poser en champions des droits de la minorité; nous nous contenterons de suivre docilement la direction de ceux qui seuls ont le droit de parler au nom de cette cause sacrée, et nous pouvons les assurer de notre concours le plus dévoué et le plus désintéressé pour les aider à mener à bonne fin l'œuvre qu'ils ont tant à cœur de voir réussir.

Nous savons quels sont les excellents résultats déjà obtenus, grâce aux efforts incessants et à la bonne volonté réciproque de ces hommes, et tous nos efforts tendront à écarter de leur route les obstacles que la malveillance d'égoïstes ambitieux cherche sans cesse à y semer.

C'est parce que nous connaissons ces excellents résultats que nous sommes heureux et fier d'appartenir au grand parti libéral, et de marcher sous la bannière du chef distingué qui, par le concours dévoué de son grand cœur et de ses heureuses qualités, nous a permis d'entrevoir enfin l'aurore du radieux soleil de justice se lever pour nous.

Mais avant d'arriver à jouir de la pleine lumière du soleil de midi, il nous reste encore une lourde tâche à accomplir: il nous faut tout à la fois faciliter l'achèvement de l'œuvre commencée et en assurer la durée.

Pour arriver à ce résultat, deux choses sont nécessaires, l'union, le groupement de tout nos forces de toutes les forces du parti catholique canadien-français dans notre province; ce n'est que par la concentration absolue de toute ces forces, que nous pouvons espérer imposer et rendre inévitable l'œuvre de justice que nous réclamons.

Cette concentration ne peut se faire à l'heure actuelle qu'autour de la bannière libérale; nous devons nous rallier par reconnaissance et par intérêt autour de cette bannière qui nous a déjà conduit sur le chemin de la victoire, et qui avec notre concours dévoué nous mènera à la victoire finale.

Nous ne pouvons avoir l'ombre même d'un doute, puis que le parti conservateur au Manitoba s'est nettement et franchement déclaré hostile à nos revendications.

Nous ne cesserons donc de prêcher l'union autour de notre drapeau, parce que nous sommes convaincu que c'est l'unique moyen de remporter la victoire.

Enfin, pour assurer l'avenir de notre race dans l'ouest, et le respect de nos droits, il importe que nous travaillions sans relâche à augmenter le chiffre de notre population. Nous aurons donc pour préocupation constante de travailler à l'œuvre de l'immigration au Manitoba, immigration sans laquelle notre race noyée sous les flots des populations étrangères risquerait de voir à jamais compromis le e auquel elle a droit de prétendre.

Pour mener à bonne fin notre œuvre, nous avons confiance dans la justice de notre cause.

Nous comptons également sur la bonne volonté de nos compatriotes, qui tous ont comme nous à cœur d'assurer l'avenir de notre nationalité.

Depuis dix-huit ans nous n'avons cessé d'apporter notre concours le plus absolu aux efforts tentés pour assurer le succès de notre cause nationale, nous n'avons jamais cherché d'autre récompense à nos sacrifices que la satisfaction du devoir accompli; c'est pourquoi nous croyons pouvoir aujourd'hui compter sur la bienveillance et l'appui de nos compatriotes pour nous aider à mener à bonne fin la tâche que nous impose les circonstances.

Le bon sens et le patriotisme finiront par triompher de toutes les erreurs inspirées par une fausse compréhension de notre véritable intérêt, et le résultat sera le triomphe de la minorité catholique au Manitoba.

S. A. D. BERTRAND.

Juges par un des leurs

Il ne se passe pas une semaine sans qu'un nouveau hoquet de dégoût ne monte à la bouche de quelqu'ancien conservateur, ecoeuré de l'état actuel de son parti.

Voyez ce que disait l'autre jour l'hon. M. Nantel, l'ancien rédacteur de la "Minerve," qui jadis fit partie du cabinet Flynn à Québec.

Parlant de conservateurs tel que Clarke Wallace, Peter White, W. F. Maclean et H. John MacDonald, il a dit:

"Il faudrait n'avoir ni cœur, ni intelligence, ni patriotisme, pour accorder encore confiance à ces hommes ingrats et fanatiques que nous avons comblés de faveur et qui, comme des lâches, nous ont abandonné au moment critique."

Peu à peu, la vérité sort du puits, et l'histoire du parti conservateur en ces dernières années s'écrit.

C'est une histoire de honte et d'ignominie; M. Nantel vient d'y ajouter un nouveau feuillet.

Le discours de M. Costigan.

Voici en quels termes le Correspondant particulier de la "Patrie" rend comte des déclarations de M. Costigan.

La Chambre des Communes, hier l'après-midi, avait un aspect inaccoutumé.

Les députés ministériels aussi bien que ceux de l'opposition étaient presque tous à leurs sièges.

Les galeries publiques, en quelques minutes avant l'ouverture de la séance, étaient aussi remplies, tout comme dans les grandes occasions.

Il est éviden[illegible]tation et le public attendait avec impatience les déclarations que l'honnorable M. Costigan avait annoncées la veille.

Quand l'ancien ministre conservateur s'est levé, au moment où l'ordre du jour allait être appelé, il y a eu dans toute la Chambre, une espèce de frémissement. Les députés occupant les dernières banquettes, des deux côtés de la Chambre se sont avancés précipitamment vers le centre afin de mieux entendre chacune des paroles de M. Costigan. Il se produisit un bruit qui dura deux ou trois minutes. Mais quand M. Costigan commença à parler, le silence le plus complet s'établit dans l'enceinte parlementaire. On y eut pu entendre marcher une souris.

Il s'agissait, en vérité, d'un événement peu ordinaire, d'un événement qui se produit rarement dans aucun pays constitutionnel. C'tait l'un des membres d'un grand parti politique, l'un des ministres de l'ancien gouvernement qui se levait de son siège pour briser avec fracas avec ses anciens collègues et déclarer à la face de tout le pays qu'il n'a pas confiance dans la personne de celui qui commande aujourd'hui l'opposition.

Le vieux baronnet a, en vérité, fait mine piteuse quand M. Costigan lui a dit que son retour au Canada, avait eu pour résultat de tuer à tout jamais le grand parti conservateur.

La droite a applaudi avec entrain les déclarations de M. Costigan.

Une chose n'a échappé au regard de personne, c'est que la réplique de sir Charles Tupper à son ancien collègue n'a provoqué parmi ses partisans aucun enthousiasme. Loin de là, il semblait régner sur la députatation conservatrice une espèce de malaise que les efforts oratoires de Sir Charles Tupper n'ont point réussi à faire dispataitre. Quand il a repris son siège, à peine une dizaine de députés de l'opposition ont applaudi le vieux baronnet. Il est évident que les députés de la gauche comprenaient que M. Costigan venait de dire à l'adresse de leur chef de bien grosses vérité. Du reste, plus des trois quarts des députés torys—ce n'est plus un secret pour personne—subissent avec répugnance la chêfrerie de Sir Charles Tupper.

Vous lirez avec intérêt, j'en suis sûr, la traduction complète des déclarations de M. Costigan.

L'ancien ministre n'a certes pas tout dit.

Il n'a fait que soulever un tout petit coin du voile qui cache encore aujourd'hui la misérable conspiration qui a eu pour résultat, en 1896, la décapitation de sir MacKenzie Bowell comme chef du parti conservateur.

Comme M. Costigan l'a dit, cette histoire sera écrite un jour et quand cette histoire sera écrite, on saura pourquoi M. Costigan crut de son devoir de demander par écrit, avant d'entrer dans le cabinet de sir Charles Tupper, l'engagement solennel, de la part de celui-ci, de ne point renoncer au Remedial Bill.

Sir Charles Tupper, en répliquant à son ancien collègue, s'est servi de très gros mots, comme sir Charles Tupper seul en emploie dans l'enceinte parlementaire. Il s'est dégagé des remarques du vieux baronnet l'impression que l'attitude de M. Costigan l'a mis de très mauvaise humeur, et au lieu de traiter son ancien collègue evec déférence, avec politesse et courtoisie, comme c'était son devoir de la faire et comme il eut fait s'il eut possédé les qualités qui distinguaient sir John Macdonald, il a couvert M. Costigan d'invectives.

Il n'y aura qu'une opinion dans tout le pays sur cet incident, c'est que l'attitude de M. Costigan est celle d'un homme honorable et aux intentions droites.

Journaux et Partis.

On lit dans la "Gazette."

La publication de la "Minerve" est de nouveau interrompue. L'éditeur allègue que ce résultat est dû au parti conservateur refusant de donner son adhésion complète au vieil organe. L'histoire d'autres journaux disparus apporte d'autres sortes de plaintes. Cependant, croyons-nous, nous entendrons ces dernières moins souvent à l'avenir. Les éditeurs de journaux constatent aujourd'hui—s'ils ne l'ont déjà constaté—que l'appui d'un parti politique est une bâse bien peu solide pour y édifier le succès d'une entreprise.

Il y a quelques années, alors que la publication d'un journal coûtait par jour 50 pour cent moins que de nos jours, que les partis politiques étaient mieux démarqués et la population moindre, il pouvait être évidemment avantageux pour un journal de se faire adopter comme organe de parti. Ces avantages ont disparu avec le temps. Le succès aujourd'hui est entre les mains du lecteur, et c'est à lui qu'il faut plaire, quelquefois et même bien souvent aux dépens des politiciens, et à l'encontre de la doctrine des "leaders" de partis.

Sur cent lecteurs il y en a peut-être cinq qui s'abonneront à un journal parce qu'il est de tel ou tel parti politique; mais il y en a vingt qui liront ce même journal parce qu'il leur procure le genre de lecture et de nouvelles désiré. Le succès dépend de ces vingt lecteurs-là.

On parle beaucoup des organes du gouvernement, c'est généralement pour en dire du mal. Les profits retirés des cinq ou six mille piastres de contrat accordés à un journal par le gouvernement, au cours d'une année, sont bien peu de choses à comparer aux dépenses énormes — cent piastres par jour dans une petite ville, et deux cent cinquante environs dans une grande, qu'entrainent la préparation et la publication d'un journal quotidien. Au reste, l'énergie et l'habileté chez un éditeur, produisent des résultats qui compensent amplement les profits, trop souvent exagérés, que l'on peut retirer du patronage d'un gouvernement.

Le commerce que peut s'attirer un journal par voie du parti dont il défend les idées, compte pour presque rien dans ce qui contribuera à son succès. L'histoire du "Toronto Empire" est une preuve de ce que nous avançons.

On regrettera la disparition de la "Minerve," qui depuis sa dernière chutte semblait avoir pris un regain de vitalité. Elle avait à combattre, il est vrai, dans un champ où les combattants bien armés ne manquaient guère. Ses moyens financiers ne lui ont pas permis de demeurer en lice plus longtemps.

Le sort de ce vieil organe devrait être un double avertissement.

France et Canada.

Nous sommes heureux d'annoncer la création d'une ligne océanique directe entre Bordeaux et Montréal.

Cette ligne nouvelle sera exploitée par la Société de Navigation Franco-canadienne, composée de capitalistes français et canadiens-français de Montréal et elle inaugurera son service au commencement de juillet prochain.

Nous félicitons cordialement nos compatriotes qui se sont joints à cette entreprise et qui ont bien voulu aider des Français d'action et d'énergie à la mener à bonne fin.

La réalisation de ce projet, disons-le en toute justice, est dûe aux louables et incessants efforts de la Chambre de Commerce française de Montréal, au concours généreux que celle-ci a reçu de la Chambre de Commerce du district et de celle de Bordeaux.

Les présidents de ces trois Chambres feront partie dn conseil d'administration qui est constitué de façon à n'entrainer presque pas de frais de bureaux et à diriger les affaires de la compagnie avec une parfaite économie.

La Société de Navigation Franco-canadienne ne touchera aucun subside, soit du gouvernement français, soit du geuvernement canadien. Elle entend tout de même réussir, parce qu'il y a assez de fret d'entrée et de sortie pour faire qu'une ligne entre Bordeaux et Montréal soit payante, même sans subsides.

On estime de 50,000 à 60,000 tonnes la somme de fret entre le Canada et la France. Or, Bordeaux, par sa situation géographique, doit certainement en attirer la moitié à son port, — soit 30,000 tonnes environ. Les navires de la nouvelle compagnie jaugeront environ 2,000 à 2,500 tonneaux, et comme il est établi que le fret n'a jamais manqué aux anciennes compagnies qui ont fait le service entre la France et le Canada, on peut conclure que la Société de Navigation Franco-canadienne est appelée à faire d'excellentes affaires. D'ailleurs, la création de ce service direct ne peut que donner un élan au trafic entre nos deux pays.

Le commandant Marchand a été jadis clerc de notaire. Cette particularité est peu connue, mais les amis de l'héroïque soldats ne l'ignorent point.

A dix-huit ans, Marchand voulu s'engager. La mère s'y refusa obstinément et le plaça chez un notaire où le jeune homme s'occupa beaucoup plus de géographie que de droit.

On conte même que, certain jour, le notaire, voulant voir à quoi s'occupait Marchand, le trouva en train de piquer des drapeaux dans une carte du Tonquin. C'était à l'époque de l'expédition de l'amiral Courbet. Marchand en suivait anxieusement sur la carte les péripéties.